TL5622

COMITÉ DE DÉCOLONISATION DES NATIONS UNIES

INTERVENTION SUR LA QUESTION DU TIMOR ORIENTAL

Mgr. Manuel da Silva Martins

Mouvement International Pax Christi (Section Portugaise)

New York, août 1987

On dit, fréquemment, que nous vivons dans une ère nouvelle dans laquelle l'homme est devenu le centre et le critère des évènements. Nous devons y arriver. Mais il y a encore, malheureusement, un long et difficile chemin à parcourir.

Des preuves? Je rappellerai les guerres, la famine, les régimes dictatoriaux imposés comme joug sur tant de sociétés, détruisant ce qu'il y a de plus beau dans l'homme - et qui s'identifie avec lui-même - sa liberté.

Dans ce cortège d'ombres qui sont la honte de l'humanité se détache le Timor-Oriental. Je ne vais pas raconter son histoire, qui est d'ailleurs bien connue. Je veux seulement lancer un cri d'alarme et je voudrais que, à partir d'ici, il soit entendu dans tout le monde civilisé.

Je pourrais intervenir en tant qu'évêque de l'Église Catholique, "experte en humanité", "conscience des peuples", à qui il appartient de dénoncer courageusement les situations d'injustice, sans peur de quelconque César, si puissant soit-il.

Je pourrais parler comme Président de la Commission Épiscopale d'Action Sociale, celle-ci a crée la Commission Nationale "Justice et Paix" dont la vocation est d'être attentive et d'alerter les responsables sur toutes les situations qui peuvent engendrer la guerre;

Je pourrais parler simplement comme portugais pour m'élever contre l'Indonésie qui insiste à réduire en esclavage et même à faire disparaître un peuple qui a fait histoire pendant cinq siècles avec moi;

Je le ferai, toutefois, comme Président de la Section Portugaise du Mouvement International Pax Christi, qui par sa vocation incarne toutes ces préoccupations et les exprime par la dénonciation des violations des droits de l'homme et par l'éducation pour la paix.

C'est ainsi que je viens, aujourd'hui, dénoncer la situation du Timor-Oriental auquel l'Indonésie insiste à ignorer le droit à exister comme peuple et comme nation, et pour lancer un appel à la conscience du monde qui se fait entendre ici, pour qu'elle ne laisse pas écrire sur le Timor-Oriental l'épitaphe de la mort.

Aucun sentiment colonialiste ou néo-colonialiste n'anime un évêque portugais à faire cette démarche. Les liens historiques et culturels qui nous unissent au peuple timorais, une fois corrigés les rapports de domination, ont permis l'éclosion de liens de respect et de solidarité.

Monsieur le Président,

"Le Saint-Siège continue à suivre la situation (au Timor-Oriental) avec préoccupation et espérance que, en toutes circonstances, l'identité ethnique, religieuse et culturelle de ce peuple mériteront une considération spéciale". Le Pape Jean-Paul II adressait ces paroles au nouvel ambassadeur indonésien auprès du Vatican, en juillet 1984.

La reconnaissance et le respect pour cette identité profonde constituent en effet un seuil minimum au dessous duquel ni l'Église ni quelconque défenseur de la personne humaine et de ses droits ne peuvent descendre. Or cette identité est fortement et violemment menacée au Timor-Oriental.

Pourquoi cette attitude de la part de l'Indonésie? Plus de onze ans de refus, formé de sang et d'héroïsme, ne suffiront-ils pas pour ouvrir les yeux, ceux du reste du monde aussi?

Ignorer un droit naturel reconnu internationalement,
faire taire, par les armes, tout un peuple qui crie liberté et respect pour sa dignité,
exterminer, par des moyens d'une cruauté inouïe, un peuple qui veut choisir son destin et qui possède des conditions naturelles et historiques pour le faire, c'est une situation que nous ne pouvons taire. Nous devons la dénoncer "sur les toits".

Monsieur le Président,

L'Indonésie utilise la force militaire pour imposer ses structures sociales et son administration à un peuple qui possédait lui-même sa propre organisation sociale traditionnelle. Celle-ci a été subitement et violemment détruite lorsque les populations ont été regroupées, déplacées et concentrées dans de nouveaux sites sans conditions pour leur développement, mais ayant pour objectif un contrôle plus serré.

La langue indonésienne, de son côté, a été imposée aux timorais, soit dans l'administration soit dans les écoles.

Les écoles catholiques ont été obligées, elles-aussi, d'adopter la langue indonésienne. Pour pouvoir maintenir l'existence des écoles catholiques, l'Église s'est vu retirer tout contrôle sur elles, non seulement sur les programmes mais même sur les enseignants qui sont nommés et suspendus sans qu'elle soit au moins consultée.

Monsieur le Président,

En 10 ans d'occupation indonésienne les catholiques timorais sont passés de 30% à 80% de la population totale du territoire. "Il s'agit d'une résolution généralisée d'un peuple qui cherche en nous la défense de son identité", a déclaré Mgr. Belo, le pasteur de cette Église.

Mais l'Église est elle-même menacée dans ce rôle protecteur, et victime d'intimidations. Pour influencer l'Église de Timor, le Gouvernement possède de nombreux moyens et l'isolement auquel est soumise l'Église timoraise est un de ces moyens: en effet les obstacles mis à l'entrée de missionnaires étrangers obligent Mgr. Belo à faire appel à des prêtres et religieuses indonésiens qui, même avec leur générosité pastorale, apportent une culture que l'ensemble des timorais rejette.

Ainsi l'Église, qui est en grande partie le refuge de l'identité timoraise, de sa culture et aspirations, et qui entend le rester, subit donc des pressions vers l'indonésianisation de l'intérieur d'elle-même.

Dans des conditions de plus en plus difficiles cette Église continue à dénoncer, comme l'a fait le Conseil Presbytéral du diocèse, le 1er. janvier 1985:
- les opérations militaires contre la résistance,
- les représailles contre les populations civiles,
- le recrutement de jeunes timorais comme auxilliaires des militaires indonésiens dans ces opérations,
- les arrestations de civils,
- l'inneficacité des services de santé,
- la concentration des populations dans des camps où elles sont maintenues dans des conditions inhumaines sans possibilité de produire leur propre nourriture,
- l'occupation systématique des postes-clés des services publics par des indonésiens et la marginalisation des timorais.

L'Indonésie essaie de donner des apparences plus acceptables à de nouveaux moyens qu'elle emploie poursuivant le même objectif.

En même temps, à côté de l'envoi de civils indonésiens au Timor-Oriental, la planification familiale viserait à améliorer les conditions de vie dans un territoire qui ne produit pas de biens en quantité suffisante. Mais il faut souligner qu'elle est imposée sans le consentement des intéressés et s'applique sur une population déjà décimée par 12 ans de guerre et de massacres. Une lettre venue de Timor souligne le contraste existant entre l'attention que les autorités indonésiennes accor

dent au contrôle des naissances et les déficiences des services de santé."Paludisme, diarrhées, choléra et d'autres maladies tuent chaque année des centaines d'enfants et d'adultes". Alors que les consultations médicales et les médicaments sont hors de portée de la bourse des timorais, les instruments pour le contrôle des naissances sont distribués gratuitement.

Comme l'a affirmé la Conférence Épiscopale Catholique des États-Unis: "Étant donné l'énorme perte de vies qui s'est déjà vérifiée parmi une population majoritairement catholique, cette politique indonésienne assume le caractère d'un génocide".

Monsieur le Président,

"L'Église croit que le peuple du Timor-Oriental se sent lésé dans ses droits humains fondamentaux. Parmi ces droits il y a celui du peuple timorais d'orienter et diriger son propre destin, selon son identité", affirme le Conseil Presbytéral du diocèse du Timor-Oriental.

C'est surtout d'ici, de cette tribune des Nations Unies dont la voix s'entend dans le monde entier, que nous devons affirmer qu'un Homme ne pourra jamais être l'objet d'un marchandage. Beaucoup moins encore, un peuple!

N'oublions pas que la crédibilité de cette Institution passe par le respect de ces principes et espérons qu'elle ne viendra pas à la perdre ou à la voir diminuer, à cause de la négligence pour ces principes.

On ne peut ignorer le Timor-Oriental, ni le maintenir sous silence, ni le marchander. Timor-Oriental est un peuple avec une histoire et un avenir. Personne n'a le droit de lui barrer le chemin.

Monsieur le Président, je vous remercie.